

Commission de Sécurité de l'Arrondissement du Mans

SDIS de la Sarthe
Sous direction des moyens opérationnels
Groupement Organisation et Coordination des Secours
Service prévention
Dossier étudié par : Ltn Stephane BRAZILLE/plh
Tél : 02.43.54.66.85 / 66.86 / 66.87
Courriel : serv.prev@sdis72.fr
Fax : 02.43.74.37.86

PROCÈS-VERBAL

OBJET : Contrôle des établissements recevant du public

La Commission de Sécurité de l'Arrondissement du Mans s'est réunie le **30/11/2022** en vue d'émettre, conformément aux dispositions des articles R.123-1 à R.123-55 du code de la construction et de l'habitation et du décret n°95-260 du 8 mars 1995, un avis sur l'exploitation de l'Établissement Recevant du Public ci-dessous :

Commune :	LE MANS
Établissement :	E 181 00055 031 - CENTRE HOSPITALIER - CENTRE DE CANCEROLOGIE BATIMENT D'ONCO HEMATOLOGIE 64 rue de Degré
Catégorie :	3ème cat.
Type principal :	U

AVIS

A l'issue de cette visite, les membres de la commission émettent un **avis favorable** à l'ouverture au public de cet établissement. Néanmoins, les prescriptions énoncées dans le rapport de visite joint devront être intégralement respectées.

Les travaux, soumis ou non à permis de construire, ne peuvent être exécutés qu'après autorisation du maire donné après avis de la commission de sécurité. Il en est de même pour toute création, tout aménagement ou toute modification de l'établissement.

Le contrôle exercé par l'administration ou par la commission de sécurité ne dégage pas les constructeurs, installateurs et exploitants des responsabilités qui leur incombent personnellement (articles R.123-22 et R.123-43 du Code de la Construction et de l'Habitation).

Le Président de la Commission,
M. BESLAND
BSCGC



RAPPORT DE LA VISITE DU : 30/11/2022

Établissement : E 181 00055 031 - CENTRE HOSPITALIER - CENTRE DE
CANCEROLOGIE BATIMENT D'ONCO HEMATOLOGIE
Adresse : 64 rue de Degré
72000 LE MANS
Type et Catégorie : U - 3ème cat.
Objet de la visite : Visite d'ouverture
Périodicité des visites : 36 mois
Date dernière visite périodique et avis : / - avis

COMPOSITION DE LA COMMISSION

Membres ayant voix délibérative :

Le président de la commission :	M. BESLAND
Le représentant du maire :	M. LECOSSIER
Le représentant du DDSIS :	M. le lieutenant BRAZILLE
Le représentant du DDT :	M. CADAOUEN RENOU

Assistaient également à la réunion de la commission (membres ayant voix consultative) :

- M. GUIDEL, DEF OUEST SSI
- Mme REZE, chargée de sécurité CHM
- M. CARRE, responsable maintenance et sécurité
- M. VAUVY, conducteur d'opération pour le GCS
- M. HUET, Bureau contrôle BTP Consultants
- M. CUREAU, BET OTEIS coordonnateur SSI
- M. BRIANCOU, chargé d'affaires
- M. URVOY, chef de groupe LEGENDRE
- M. VALLEE, responsable d'affaires INEO
- M. GRELE, responsable technique INEO
- Mme JAUNATRE, conductrice de travaux LEGENDRE
- M. DUPREY, technicien mise en sécurité
- M. MONNETAR, chef d'équipe sécurité incendie CH
- M. LAUNAY, architecte TLR Architecture
- M. DELEUZE, AMO A2MO
- Mme SERIZAY, Cellule ERP ville du Mans

RÈGLEMENTATION

Cet établissement est soumis aux dispositions du règlement de sécurité du 25 juin 1980, annexé aux articles R.123-1 à R.123-55 du code de la construction et de l'habitation, traitant de la protection contre les risques d'incendie et de panique dans les établissements recevant du public, ainsi qu'au décret 95-260 du 8 mars 1995 relatif à la commission consultative départementale de sécurité et d'accessibilité. Le non respect de ces réglementations est passible des sanctions prévues aux articles L. 123-4, R. 152-6 et R. 152-7 du code de la construction et de l'habitation.

HISTORIQUE DE L'ÉTABLISSEMENT

N° de PC ou d'AT	Objet	Date d'étude par la SCDS	Date de réception des travaux ou devenir de la demande
AT.181.20.Z0224	Construction	03/12/2020	
AT.181.22.Z0063	Modification au projet initial	14/04/2022	

DESCRIPTIF DE L'ÉTABLISSEMENT

La visite a été réalisée sous la conduite de Madame REZE, chargée de sécurité CH Le Mans.

Descriptif :

◆ Sous-sol (non accessible au public) :

- 1 local LT CTA
- 1 local sous-station
- 1 local AEP

◆ Rez-de-chaussée (zone accessible au public) :

- 1 hall d'accueil
- 1 cafeteria de 64 m²
- 1 zone consultation compartimentée en deux zones U10 composées de :
 - salle de consultation
 - secrétariat et bureaux
 - espace d'attente assis ou couché
 - espace repro et détente

◆ Rez-de-chaussée (zone non accessible au public) :

- locaux techniques
- vestiaire
- restaurant du personnel
- cuisine
- 1 local stockage de déchet
- 1 zone logistique / pharmacie

◆ R+1 (zone accessible au public) :

- 1 hall d'accueil
- 1 zone hôpital de jour module 01 composée de :
 - bureaux
 - salle de réunion
 - salon de soin 4 fauteuils
 - boxs individuels
 - sanitaire
 - salle de prélèvement
- 1 zone d'hôpital de jour module 02 composé de :
 - bureaux
 - salle de réunion
 - boxs individuels
 - salon de soin 4 fauteuils
 - LT CVC chambres SASSES
 - salle kiné - sport
 - sanitaire
 - attente
 - salle de prélèvement

◆ R+1 (locaux non accessibles au public) :

- local archives
- locaux ménage
- locaux de stockage
- locaux déchets
- locaux détente
- bureaux
- 1 zone préparation Cytotoxique :
 - salle de préparation chimio
 - stockage matériel
 - LT CVC URG
 - laverie
- 1 zone locaux techniques :
 - LT vide
 - locaux onduleur
 - TGBT
 - transfo

◆ R+2 (zone accessible au public) : seul niveau accueillant des locaux à sommeil

- 1 hall
- 1 zone hospitalisation A de 30 lits composée de :
 - chambres
 - sanitaire
 - salon des familles
- 1 zone hospitalisation B de 30 lits composée de :
 - chambres
 - sanitaire
 - salon des familles
- 1 zone hospitalisation C de 15 lits composée :
 - chambres
 - sanitaire
 - salon des familles

◆ R+3 :

- TGS
- Locaux LT CVC
- VDI

TRAVAUX RÉCEPTIONNÉS

Objet des travaux : Construction

Les travaux réceptionnés ont fait l'objet de :

- Autorisation de travaux n° 181.22.Z0063 étudiée par la S.C.D.S. le 14/04/2022

Documents présentés lors de la visite de réception :

- **Attestation du maître d'ouvrage** certifiant avoir fait effectuer l'ensemble des contrôles et vérifications techniques relatifs à la solidité conformément aux textes en vigueur (*article 46 du décret du 8 mars 1995*).
- **Attestation du bureau de contrôle** précisant que la mission solidité a été exécutée, complétée par le relevé de conclusions attestant de la solidité de l'ouvrage (*articles 46 du décret du 8 mars 1995 et GE8 du règlement de sécurité*)
- **Rapport de vérification réglementaire après travaux** établis par des personnes ou organismes agréés par le ministère de l'Intérieur (*obligatoire pour les établissements du premier groupe - articles 47 du décret du 8 mars 1995 et GE8 du règlement de sécurité*)
 - BTP Consultant N C-TRCT 2020-20-63602
- **Rapport de vérifications techniques relatif à la vérification des systèmes de détection automatique d'incendie, des installations de désenfumage et des installations**

électriques établis par des personnes ou organismes agréés par le ministère de l'Intérieur (*obligatoire pour les établissements du **deuxième groupe** avec des locaux à sommeil – article PE4 du règlement de sécurité*)

- OTEIS Indice G du 29/11/2022

- **Attestation d'essais relative à la défense extérieure contre l'incendie** selon *les prescriptions émises par la SCDS lors de l'étude du dossier.*

- Le Mans Métropole Poteau incendie 1 : 5 bars 230 m3/h
- Le Mans Métropole Poteau incendie 2 : 4.5 bars 129 m3/h

Autres documents :

- **Contrat** de maintenance du SSI de cat A : DEF
 - **Contrat** annuel d'entretien des portes automatiques : AF Maintenance
 - **Attestation de formation** à l'utilisation des moyens de secours (alarme, évacuation, extincteurs).
 - prévu à partir du 5 décembre par agent SSIAP en interne
 - Formation du SSI : 3 personnes par DEF le 22/11/2022
 - compte-rendu des essais SSI du 8 novembre 2022
 - fiche de procédure liée à la détection de peroxyde d'hydrogène
 - consigne de sécurité liée à l'unité cytotoxique
-

Contrôles (art. MS74) :

Lors des visites périodiques effectuées par les commissions de sécurité, toutes dispositions doivent être prises par l'exploitant pour permettre le contrôle efficace des moyens de secours. A cet effet, la direction doit mettre en place le personnel et le matériel nécessaire aux essais de fonctionnement.

Autres vérifications :

Registre de sécurité tenu à jour : oui

Formation du personnel :

- manipulation des extincteurs : prévu à partir du 5 décembre 2022 pour 251 personnes
- exercice d'évacuation : prévu à partir du 5 décembre 2022
- système de sécurité incendie : 3 personnes formées SSIAP 2

Surveillance de l'établissement (ERP de type U) : service sécurité CHM

Téléphone filaire (les téléphones sur box sont interdits) : oui

Consignes : oui

Ligne directe ou au PC sécurité CHM

Plan de l'établissement : oui à mettre en place

Défense extérieure contre l'incendie :

- Poteau d'incendie à moins de 200m de l'établissement : oui

Observations relevées lors de la visite :

La commission de sécurité de l'arrondissement du Mans a constaté les points suivants :

- les plans d'évacuations et les plans d'interventions étaient en cours de réalisation
- les consignes de sécurité étaient affichées
- le contrat de maintenance des portes automatiques est mis en place : à transmettre
- le contrat de maintenance du SSI est mis en place : à transmettre
- les attestations de formations du personnel seront à transmettre
- les extincteurs sont en places
- le registre de sécurité est ouvert et renseigné
- consigne sécurité zone cytotoxique : à mettre au PC sécurité et dans la zone concernée

La commission de sécurité a procédé aux essais suivants :

Après coupure des énergies de l'alarme incendie :

- par DAI
- par DM

Vérifications des points suivants :

- présence de temporisation : non
- durée de la diffusion sonore : par AGS
- présence de flash lumineux : oui
- compartimentage : oui
- désenfumage mécanique : oui
- désenfumage naturel : oui pour les escaliers
- fonctionnement des portes coupe-feu : oui
- fonctionnement des ferme-portes asservies : oui

Les éléments constatés et les essais réalisés sont satisfaisants.

CLASSEMENT

Classement :

Le calcul de l'effectif au terme du projet est déterminé suivant l'article U2 du règlement de sécurité contre l'incendie relatif aux établissements recevant du public.

- Consultations : 8 personnes par poste
- Hébergements conventionnels (hospitalisation supérieure à 12 heures) : 1 personne par lit au titre des patients, 1 personne par lit au titre des visiteurs, 1 personne pour 3 lits au titre du personnel
- Hôpitaux de jour : 1 personne par lit au titre des patients, 1 personne pour 2 lits au titre des visiteurs, 1 personne pour 3 lits au titre du personnel

Niveau	Type de locaux concernés par le calcul d'effectif	Locaux à sommeil (hospitalisation conventionnelle supérieure à 12 heures)			hôpital de jour (hospitalisation inférieure à 12 heures)			Consultations		Total
		Nombre de lits	effectifs associés au titre du public	effectifs associés au titre du personnel	Nombre de places	effectifs associés au titre du public	effectifs associés au titre du personnel	Nombre postes de consultations ou traitements	effectifs associés au titre du public	
RDC	Consultations polyvalentes							21	168	168
R+1	Soins de supports							12	96	96
	Places ambulatoires				65	98	21			119
R+2	Hébergements conventionnels	75	150	25						175
EFFECTIF TOTAL										558

L'effectif du projet est de 558 personnes.

Classement de l'établissement de type U de 3ème catégorie

NOTA : le programme des travaux prévoit une augmentation de capacité en lits d'hospitalisation de 15 lits. Cette augmentation porterait l'effectif à 593 personnes, le classement ne serait donc pas remis en cause.

Établissement Recevant du Public de 3ème cat. et de type U

PRESCRIPTIONS

Prescriptions permanentes :

Vérifications techniques obligatoires (articles R123-43, GE8)

Faire vérifier, **au moins une fois par an**, par un technicien compétent :

- les installations électriques et l'éclairage de sécurité (art. EL19 et art. EC8)
- les installations de désenfumage (art. DF10)
- les installations de chauffage – y compris ramonage du conduit d'évacuation des fumées (art. CH57 et CH58)
- les appareils de cuisson (art. GC22)
- les hottes de cuisine – y compris le conduit d'extraction (art. GC21)
- les ascenseurs (art. AS8 et AS9)
- les extincteurs (art. MS73)
- le système d'alarme incendie (art. MS73)
- le système de sécurité incendie de catégorie A (art. MS58)
- les portes coupe-feu des réserves (art. MS58)
- les portes coupe-feu des cuisines (art. MS58)
- les clapets coupe-feu (art. CH58)
- les portes automatiques (art. CO48)
- les réseaux de fluides médicaux (art. U64)

Faire vérifier, **une fois tous les trois ans**, par un organisme agréé :

- le système de sécurité incendie de catégorie A (art. MS73)
- le système de désenfumage mécanique (art. DF10)

Faire vérifier, **une fois tous les 5 ans**, par un organisme agréé :

- les ascenseurs (art. AS9)

Tenir à jour le registre de sécurité en y inscrivant notamment les dates des vérifications techniques accompagnées du nom et de la signature du vérificateur (art. R123-51 du code de la construction et de l'habitation).

Ce registre contiendra notamment les consignes d'évacuation prenant en compte les différents types de handicap (art. GE3).

Nouvelles prescriptions :

Ordre	Libellé
1	Doter le poste de sécurité du centre hospitalier d'une Unité d'Aide à l'Exploitation (UAE) destinée à la supervision des systèmes de sécurité Incendie dont celui du bâtiment D'ONCO- HÉMATOLOGIE art. U44).
2	Adresser au maire de la commune qui transmettra au secrétariat de la commission de sécurité, les contrats établis concernant la maintenance des ascenseurs, le SSI, les portes automatiques (art. R123.44).
3	Adresser au maire de la commune qui transmettra au secrétariat de la commission de sécurité, les attestations ou procès-verbaux attestant la formation du personnel à l'utilisation des moyens de secours et à l'évacuation (art. R123.44).
4	Installer les plans d'interventions des 2 bâtiments (Centre JEAN BERNARD et Bâtiment d'onco hématologie) au niveau du SAS de la galerie de liaison au 1 ^{er} niveau (CCH123-43)

Propositions et remarques éventuelles :

1. La commission rappelle l'obligation pour les propriétaires des établissements recevant du public d'installer un défibrillateur automatisé externe selon le calendrier suivant :

- le 1^{er} janvier 2020 pour les ERP de catégories 1 à 3 ;
- le 1^{er} janvier 2021 pour les ERP de catégorie 4 ;
- le 1^{er} janvier 2022 pour les ERP de catégorie 5 suivants : les structures d'accueil pour personnes

âgées, les structures d'accueil pour personnes handicapées, les établissements de soins, les gares, les établissements sportifs clos et couverts ainsi que les salles polyvalentes sportives.

(Décret n°2018-1186 du 19 décembre 2018 relatif aux défibrillateurs automatisés externes)

AVIS

A l'issue de cette visite, les membres de la commission émettent un **avis favorable** à l'ouverture au public de cet établissement. Néanmoins, les prescriptions énoncées dans le rapport de visite joint devront être intégralement respectées.